



ENTRETIEN

Dans un entretien à "L'Union", le ministre Jean-Marie Ogandaga se félicite du retour à la stabilité de notre économie et annonce le paiement prochain de la dette intérieure ainsi que ce qui va changer en termes de pouvoir d'achat.

Page 6

MANIFESTATIONS

Des lycéens de plusieurs établissements de Libreville manifestent depuis le retour des vacances contre la réforme du second tour du baccalauréat qu'ils jugent pénalisante. Au ministère de l'Éducation nationale, on évoque un malentendu.

Page 8

DIPLOMATIE

L'entretien avec le président Ali Bongo Ondimba et la pose de la première pierre de la nouvelle ambassade de France auront dominé la visite d'un peu plus de 24 heures au Gabon du secrétaire d'État français Jean-Baptiste Lemoyne.

Pages 4 & 5

NDOUNDANGOYE ET NDOUNA ÉCROUÉS !

EPILOGUE d'un mini-feuilleton à rebondissements, le député du 2^e arrondissement de Franceville, également ancien ministre Justin Ndundangoye et l'homme d'affaires Alexis Ndouna (dans ce volet de l'enquête) ont été placés en détention préventive hier à la prison centrale de Libreville, victimes eux aussi de l'opération anticorruption en cours.

Pages 2 & 3



CONDAMNATION

Fait rarissime, un gynécologue en service au centre hospitalier régional de Ntchengue, à Port-Gentil, a été condamné mercredi par le tribunal correctionnel à un mois de prison avec sursis et une amende de 50 000 francs pour concussion.

Page 11

FOOTBALL

Le National-Foot 1 débutera bien le 25 janvier prochain, la Coupe du Gabon, une semaine auparavant. C'est ce qui ressort de la réunion hier entre le ministre des Sports Franck Nguéma et des dirigeants de la Fégafoot et de la Linafp.

Page 14

OMNISPORTS

A quelques jours du coup d'envoi du Championnat scolaire et universitaire (CSU), sa coordinatrice générale, Géraldine Robert, a réceptionné hier un important lot d'équipements sportifs offerts par son principal partenaire, la GOC.

Page 14

POUR MOI QUOI...

Sale temps pour les braqueurs et autres. Sans doute, plusieurs justiciers circulent dans la ville à la recherche des malfaiteurs à refroidir.

C'est triste de le dire car, il s'agit de mort d'homme. Un adolescent d'une quinzaine d'années s'est fait descendre l'autre jour pour un braquage qui a mal tourné. Un butin de 4 275 francs CFA lui a coûté la vie. Un véritable gâchis pour les parents et qui repose le problème du suivi de l'encadrement de nos enfants. C'est vrai que la misère fait de gros dégâts dans nos centres urbains. Est-ce une raison pour en arriver là ?

N'oublions pas que le Gabon est un État de droit. Même si les

malfaiteurs sont notre cauchemar parce qu'ils font régner la terreur, violentent et nous privent de sommeil, on n'a pas le droit de se faire justice, conseille le législateur. Que faire alors ? Quand on sait que les gens d'arme, la justice font dans la "complaisance" avec les voyous, la tentation de suivre les mauvais exemples de certains pays d'Afrique de l'Ouest où le lynchage systématique des délinquants ne doit pas nous inspirer. Eux, ce sont eux, et nous, c'est nous. Accepter que s'installe chez nous la justice populaire, c'est transformer le pays en Far-West. Et ça, ce n'est pas tolérable.

Voilà une réflexion profonde à laquelle sont invités les différents acteurs du droit et de la sécurité, quoi ...

...MAKAYA